



ARRETE DU MAIRE

PRESCRIVANT L'OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A L'ELABORATION DU PLAN DE VALORISATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (PVAP)

Le Maire de la Commune de BONNE,

VU le Code Général des Collectivité Territoriales et notamment l'article L2121-29 et suivants,

VU le Code du Patrimoine et notamment ses articles L631-1 et suivants, R631-1 et suivants,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le Code de l'Environnement,

VU la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP), créant les Site Patrimoniaux Remarquables,

VU la délibération du Conseil municipal en date du 03 juillet 2017 prescrivant la procédure de création d'un SPR,

VU l'arrêté du 13 mai 2022 portant classement du site patrimonial remarquable de Bonne,

VU la délibération du Conseil municipal n°2025-05, en date du 3 février 2025, portant création de la commission locale du SPR (CLSPR),

VU la délibération du Conseil municipal n°2025-31, en date du 5 mai 2025, portant modification de la commission locale du SPR (CLSPR),

VU la délibération du Conseil municipal en date et du 29 septembre 2025 arrêtant le projet de PVAP,

VU l'avis favorable de la Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture du 06 novembre 2025,

VU la décision n°E25000279/38 en date du 27 novembre 2025 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Grenoble désignant Monsieur Luc DECOURRIERE en qualité de commissaire enquêteur,

VU les pièces du dossier de PVAP,

ARRETE

Article 1 :

Il sera procédé à une enquête publique portant sur l'élaboration du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), document de gestion du Site Patrimonial Remarquable (SPR) et servitude qui sera annexée au futur Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Bonne.

Article 2 :

Monsieur Luc DECOURRIERE, proviseur de lycée retraité, est désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal Administratif pour procéder à l'enquête publique décrite ci-dessus.

Article 3 :

Ladite enquête se tiendra à compter du vendredi 2 janvier 2026 à 9h00 jusqu'au lundi 2 février 2026 à 17h00 inclus, à l'accueil de la Mairie de Bonne, 479 Vi de Chenaz, 74380 Bonne, soit pendant 32 jours consécutifs.

Article 4 :

Les pièces constitutives du dossier d'enquête ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public à l'accueil de la Mairie de Bonne (479 Vi de Chenaz – 74380 Bonne) pendant toute la durée de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture de l'accueil :

- le lundi de 13h30 à 17h, le mardi et mercredi de 9h à 13h, le jeudi de 13h à 18h et le vendredi de 9h à 13h.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et éventuellement consigner ses observations dans le registre d'enquête ou les adresser par écrit, à l'attention de Monsieur Luc DECOURRIERE, commissaire enquêteur, qui les visera et les annexera au registre d'enquête :

- Par courrier : Mairie de Bonne, 479 Vi de Chenaz – 74380 Bonne
- Par mail : urbanisme.ads@mairie-bonne.fr

Le dossier d'enquête publique sera également mis en ligne sur le site officiel de la commune de Bonne : <https://www.mairie-bonne.fr/>

Article 5 :

Monsieur le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour y recevoir les observations dans la salle du Conseil de la mairie de Bonne, 479 Vi de Chenaz – 74380 Bonne, lors des permanences suivantes :

- Vendredi 09/01/2026 de 9h00 à 12h00
- Lundi 12/01/2026 de 13h30 à 16h30
- Mercredi 21/01/2026 de 9h00 à 12h00

Article 6 :

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique, et pour toute la durée de celle-ci, le présent arrêté sera affiché sur les panneaux d'affichage de la Mairie. Il sera également mis en ligne sur le site officiel de la commune de Bonne, <https://www.mairie-bonne.fr/>.

Article 7 :

A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur, qui, dans un délai d'un mois, transmettra au maire le dossier et le registre accompagnés de ses conclusions motivées. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture pendant le délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique. Ils seront également consultables sur le site internet de la commune de Bonne.

Article 8 :

A la suite de l'enquête publique, et après une éventuelle modification pour tenir compte des avis et observations émis par les services consultés ou lors de l'enquête, le PVAP sera approuvé par

délibération du Conseil municipal. Ses dispositions réglementaires et son périmètre, qui ont la valeur d'une servitude d'utilité publique, seront annexés au PLU.

Article 9 :

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble, ou via l'application www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa publication ou le cas échéant, de sa notification. Dans ce même délai, il peut être déposé un recours gracieux auprès du Maire, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux. Ce recours n'est pas suspensif à l'exécution du présent acte.

Fait à BONNE,
Le 10/12/2025,
Le Maire,
Yves CHEMINAL

Le Maire,

Yves CHEMINAL